

18 Avril 2014

280PP-2557

**CANADA****PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
N° : 500-****C O U R     S U P É R I E U R E**  
**(Chambre commerciale)**

---

**GESTION ALAIN FILIATRAULT INC.,**  
personne morale légalement constituée,  
ayant sa principale place d'affaires au  
1470, rue Islemere, en les ville et district  
de Laval, province de Québec, H7Y 1M9;  
et

**ALAIN FILIATRAULT,** résidant et  
domicilié au [REDACTED]  
[REDACTED]

**Demandeurs**

c.

**GESTION PIERRE L. CYR INC.,** personne  
morale légalement constituée, ayant sa  
principale place d'affaires au 310, rue  
Antoine-Forestier, en les ville et district de  
Laval, province de Québec, H7M 4G3;

et

**GESTION P. MILETTE INC.,** personne  
morale légalement constituée, ayant sa  
principale place d'affaires au 547, rue  
Maisonnette, en les ville et district de  
Longueuil, province de Québec, J3Y 7V6;

**Défenderesses**

et

**FILIATRAULT, MCNEIL & ASSOCIÉS  
INC.,** personne morale légalement  
constituée, ayant sa principale place  
d'affaires au 169, boul. Saint-Martin ouest,  
en les ville et district de Laval, province de  
Québec, H7M 1Y7;

**Mise en cause**

---

---

**REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN OPPRESSION EN VERTU DES  
ARTICLES 241 ET SUIVANTS DE LA LOI CANADIENNE SUR LES  
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS (L.R.C 1985, c. C-44)**

---

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT DANS ET  
POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LES DEMANDEURS EXPOSENT  
RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT:**

**A- LES PARTIES :**

1. Les demandeurs demandent à la Cour l'émission d'une ordonnance de rachat des actions que la demanderesse détient dans la mise en cause Filiatrault, McNeil et associés inc. (ci-après "**FMA**"), une société légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. 1985, c. C-44), et ce, pour tous les motifs mentionnés ci-après;
2. La demanderesse Gestion Alain Filiatrault inc., (ci-après "**Gestion Filiatrault**") est une société de gestion qui détient 50 % des actions votantes et participantes de FMA;
3. FMA est un cabinet d'ingénieurs qui offre, depuis sa création en 1995, des services de génie conseil et de consultation en ingénierie et construction, le tout tel qu'il appert d'un extrait du Registre des entreprises du Québec, communiqué au soutien des présentes comme **PIÈCE P-1**;
4. La défenderesse Gestion Pierre L. Cyr. (ci-après "**Gestion Cyr**") est une société de gestion qui détient 25 % des actions votantes et participantes de FMA;
5. La défenderesse Gestion P. Milette inc. (ci-après "**Gestion Milette**") est une société de gestion qui détient 25 % des actions votantes et participantes de FMA;
6. Gestion Cyr est dirigée et contrôlée par M. Pierre Cyr, lequel détient 100 % des actions votantes et participantes de son capital-actions, le tout tel qu'il appert d'un extrait du Registre des entreprises du Québec, communiqué au soutien des présentes comme **PIÈCE P-2**;
7. Gestion Milette est dirigée et contrôlée par M. Pierre Milette, lequel détient 100 % des actions votantes et participantes de son capital-actions, le tout tel qu'il appert de l'extrait du Registre des entreprises du Québec, communiqué au soutien des présentes comme **PIÈCE P-3**;
8. Gestion Filiatrault est dirigée et contrôlée par le demandeur Alain Filiatrault, lequel détient 100 % des actions votantes et participantes de son capital-actions, le tout tel

- 3 -

qu'il appert d'un extrait du Registre des entreprises du Québec, communiqué au soutien des présentes comme **PIÈCE P-4**;

**B- FILIATRAULT, MCNEIL ET ASSOCIÉS INC. :**

9. FMA, autrefois 3121381 Canada inc., a été constituée le 23 février 1995 et la société Normand Filiatrault et Associés Inc., contrôlée par le père du demandeur, à savoir Normand Filiatrault, est devenue la seule et unique actionnaire de FMA;
10. Le père du demandeur, Normand Filiatrault, était le seul administrateur et dirigeant de FMA;
11. Lors de la constitution de FMA, la demanderesse Gestion Filiatrault a souscrit à 10 actions ordinaires de FMA, ce qui représentait 10 % des actions émises et en circulation de FMA;
12. Le 21 janvier 2005, suivant une réorganisation, FMA a accepté les souscriptions de Normand Filiatrault et associés inc. à 40 actions ordinaires, de Gestion Filiatrault à 30 actions ordinaires, de Gestion Cyr à 15 actions ordinaires et de Gestion Milette à raison de 15 actions ordinaires;
13. Le 21 janvier 2005, à l'occasion de ladite réorganisation, les actionnaires ont signé une convention unanime des actionnaires devant Me Charles Ouellette, procureur de FMA, le tout tel qu'il appert d'une copie de ladite convention, communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-5**;
14. En juillet 2006, Normand Filiatrault est devenu inapte à exercer les droits attachés à ses actions et à administrer FMA, et ce, en raison de la maladie d'Alzheimer;
15. Normand Filiatrault associés Inc. a décidé de vendre ses 40 actions ordinaires de FMA à Gestion Filiatrault;
16. Suite au transfert des 40 actions ordinaires détenues par Normand Filiatrault associés Inc. à Gestion Filiatrault, tel que prévu à l'article 13.1 de la convention unanime des actionnaires, Gestion Cyr et Gestion Milette ont aussi exercé leur option d'acquérir 10 actions ordinaires chacune dans FMA;
17. Suivant l'exercice de ces options, depuis le 11 juillet 2006, les actions votantes et participantes de FMA sont détenues comme suit : Gestion Filiatrault 50%, Gestion Cyr 25 % et Gestion Milette 25 %;

**C- LE CONTEXTE FACTUEL À LA BASE DU PRÉSENT RECOURS :**

18. En septembre 2008, les demandeurs ont présenté aux défenderesses une offre d'achat provenant d'une importante firme de génie conseil de Laval pour la vente de FMA;

- 4 -

19. Cette offre a donné lieu à de multiples discussions entre les parties. Les demandeurs voulaient l'accepter, alors que les défenderesses n'en voulaient pas;
20. Conséquemment, FMA a rejeté l'offre en question;
21. En mars 2011, une seconde offre d'achat d'une importante firme de génie-conseil de Montréal a été présentée à FMA;
22. En dépit de la très grande générosité de cette offre, les défenderesses l'ont refusée, alors que les demandeurs l'auraient acceptée;
23. Le 9 mai 2013, le demandeur a été arrêté par l'Unité permanente anticorruption (UPAC) et a été accusé avec plusieurs autres personnes, dont l'ex-maire de Laval, M. Gilles Vaillancourt, de fraude, complot pour fraude, d'abus de confiance, de recyclage de produits de la criminalité et de corruption dans les affaires municipales, accusations qu'il conteste jusqu'à présent;
24. Le 1er juin 2013, sur l'insistance et suite aux représentations de Pierre Cyr, qui convoitait le poste de président de FMA et prétendait agir dans les intérêts de FMA, le demandeur a démissionné de son poste d'administrateur et de président de FMA sans consulter quiconque au sujet des conséquences d'un tel geste, telle démission ayant tout de même été faite sous la supervision de Me Charles Ouellette, procureur de FMA depuis 2005;
25. Le demandeur a accepté de démissionner de son poste d'administrateur et de président de FMA principalement en raison du fait que Pierre Cyr et Pierre Milette avaient accepté de racheter des actions de la demanderesse, et ce, dès la fin de mai 2013;
26. Le 6 juin 2013, dans cet optique visant le rachat des actions de la demanderesse, une réunion d'actionnaires s'est tenue chez le comptable de FMA, monsieur Julien Trussard;
27. Lors de cette réunion du 6 juin 2013, Gestion Cyr et Gestion Milette ont clairement manifesté leur volonté de racheter les actions de la demanderesse Gestion Filiatrault;
28. Conséquemment, M. Trussard a été mandaté par les actionnaires de FMA pour élaborer un projet de rachat des actions de Gestion Filiatrault. Son mandat comprenait également une analyse de la valeur des actions de la demanderesse et de la meilleure façon d'opérer ce rachat d'un point de vue fiscal, le tout suivant les discussions et ententes intervenues entre les actionnaires lors de ladite réunion du 6 juin 2013;
29. Pierre Cyr et Pierre Milette ont également insisté auprès du demandeur pour poursuivre la gérance des projets en cours, à savoir les contrats municipaux dont les plans avaient pourtant été signés par Pierre Cyr et Pierre Milette;

- 5 -

30. Comme le demandeur croyait que Pierre Cyr et de Pierre Milette étaient de bonne foi quant au rachat des actions de la demanderesse à très court terme, il a donc accepté de reprendre la gestion des projets qui étaient sous sa supervision à partir du 15 juin 2013;
31. Le 11 juin 2013, le comptable de FMA a fait parvenir à tous les actionnaires un courriel dans lequel il résume la position prises par les actionnaires lors de la rencontre du 6 juin 2013 et précise le prix des actions de la demanderesse, soit la somme de 220,000\$, ainsi que les termes et modalités du rachat des actions de Gestion Filiatrault, notamment la façon d'effectuer ce rachat pour minimiser l'impact fiscal, tel rachat devant se faire non pas par les défenderesses elles-mêmes mais directement par FMA, le tout tel qu'il appert de la copie du courriel du comptable de FMA daté du 11 juin 2013, communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-6**;
32. Le 22 août 2013, n'ayant reçu aucune nouvelle, le comptable de FMA a demandé par écrit un suivi à messieurs Cyr et Milette au sujet du rachat des actions de Gestion Filiatrault, le tout qu'il appert de la copie du courriel daté du 22 août 2013, communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-7**;
33. Cette demande est demeurée sans réponse;
34. Le 19 septembre 2013, plus de quatre (4) mois suivant la réunion du 6 juin pour le rachat des actions de Gestion Filiatrault, le demandeur s'est entretenu avec Pierre Cyr afin d'en savoir davantage sur le projet de rachat des actions de la demanderesse;
35. M. Cyr lui a fait comprendre qu'il n'y aurait pas de suite à la rencontre du 6 juin, puisqu'il était trop occupé avec ses dossiers;
36. Le demandeur lui a rappelé qu'en raison des représentations et pressions qui lui avaient été faites par Pierre Cyr et Pierre Milette au sujet du supposé bien de l'entreprise et du rachat éminent des actions de la demanderesse, il s'est retrouvé à détenir encore 50% des actions de FMA tout en étant dépourvu de ses pouvoirs à titre d'administrateur et de président de FMA, et ce, bien que la convention unanime des actionnaires prévoit expressément le contraire aux articles 2.3, 3.1.1, 3.2.3 et 13.6;
37. En dépit de ce qui précède et ayant à cœur les intérêts supérieurs de FMA, le demandeur a continué de gérer les projets sous sa supervision et à se rendre au siège social de FMA de 2 à 3 jours par semaine, car les contrats municipaux représentent au moins 40% du chiffre d'affaires de l'entreprise, le reste étant les projets commerciaux gérés par Pierre Cyr et de Pierre Milette;
38. Depuis sa démission de FMA, laquelle fût orchestrée par Pierre Cyr et Pierre Milette sous de fausses représentations, ces derniers ont systématiquement écarté le demandeur des affaires courantes de FMA, faisant fi de ses opinions et demandes;

- 6 -

39. Dans les faits, depuis le mois de juin 2013, le demandeur est dans une situation d'isolement et d'oppression malgré les termes de la convention unanime, nommément aux articles 3.2.1, 3.4, 3.5.2 et 13.6;
40. Devant cet état de fait, le 9 octobre 2013, voulant sortir de cette impasse et se retirer de FMA par le biais de la vente des actions de la demanderesse, le demandeur a fait parvenir aux défenderesses, par l'entremise de son avocate, Me Judith Cormier, un projet de contrat de rachat des actions de Gestion Filiatrault conformément à l'entente intervenue le 6 juin 2013 chez le comptable de FMA, ainsi qu'une lettre les invitant à une réunion de discussion le 23 octobre au bureau de Me Cormier, le tout étant communiqué au soutien des présentes comme **PIÈCE P-8**;
41. N'ayant reçu aucune réponse à cette invitation après plusieurs jours, Me Cormier a téléphoné à Pierre Cyr. Celui-ci lui a répondu qu'il n'avait pas le temps de participer à une rencontre et qu'il n'avait pas non plus de réponse à lui donner, celui-ci ayant déclaré être trop occupé à gérer les dossiers de l'entreprise;
42. Le 23 octobre 2013, le demandeur n'a eu d'autre choix que de constater que les défenderesses n'avaient absolument d'autre intention que de l'écarter de FMA tout en refusant de racheter les actions de Gestion Filiatrault après lui avoir fait croire le contraire;
43. À la lumière de ce qui précède, en conformité avec les articles 3.5.2, 3.4 de la convention unanime des actionnaires, pièce P-5, qui retirent certains pouvoirs aux administrateurs, et vu l'article 13.6 de ladite convention qui précise que le conseil d'administration de FMA doit en tout temps être composé de trois (3) membres, dont le demandeur, Me Judith Cormier a transmis aux défenderesses des résolutions signées constatant le renversement de la démission du demandeur le 1<sup>er</sup> juin 2013 et sa nomination à titre d'administrateur et de président de FMA, le tout tel plus amplement décrit dans une lettre datée du 23 octobre 2013 adressée aux défenderesses, communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-9**;
44. Par ailleurs, en dépit de l'absence d'une résolution dument adoptée par les actionnaires à cet effet et malgré les termes clairs des conditions de distribution prévue à l'article 4.4 de la convention (P-5), qui prévoit le partage au prorata, soit 50% à Gestion Filiatrault, 25% à Gestion Cyr et 25% à Gestion Milette, les défenderesses ont modifié le partage des bénéfices de FMA et décidé que le 1<sup>er</sup> jour de chaque mois, chacun des actionnaires recevrait la somme de 10 000\$;
45. Les défenderesses ont également fait fi de l'article 3.4 de la convention unanime des actionnaires qui stipule pourtant que les effets de commerces doivent porter la signature du demandeur;
46. Dans la lettre du 23 octobre 2013 de Me Cormier (P-9), les défenderesses ont donc été avisées que les virements automatiques de 10 000\$ qu'elles avaient autorisés sans droit étaient suspendus;

- 7 -

47. Les défenderesses ont également été avisées qu'à compter de cette date chaque actionnaire devrait assumer soi-même les honoraires des professionnels qu'il retient;
48. Le 28 octobre 2013, le procureur des défenderesses faisait parvenir à Me Cormier un courriel dans lequel il lui demandait, outre l'annulation des résolutions du 23 octobre 2013 ayant comme effet la réintégration du demandeur à titre d'administrateur et président de FMA, et faisait valoir une demande de la part des défenderesses à l'effet que le demandeur travaille dorénavant à partir de son domicile et le *statu quo* quant aux versements mensuels de fonds aux actionnaires, le tout tel plus amplement décrit dans ce courriel communiqué au soutien des présentes comme **PIÈCE P-10**;
49. Le 29 octobre 2013, suivant la réception dudit courriel, Me Cormier a envoyé à la banque de FMA une mise en demeure de cesser tout versement aux actionnaires, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-11**;
50. Le 30 octobre 2013, la banque de FMA faisait parvenir une lettre à Me Cormier, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-12**, pour l'aviser que compte tenu des circonstances et d'une résolution bancaire dans ses dossiers à cet effet, elle accepterait les effets de commerces signés par Pierre Cyr, «président» depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013, mais pour les affaires courantes seulement mais non pas pour les paiements aux actionnaires;
51. Le 31 octobre 2013, le procureur des défenderesses adressait une lettre à Me Cormier, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-13**, l'informant notamment que les défenderesses souhaitaient appliquer la clause 6.8 de la convention unanime des actionnaires (P-5) et, conséquemment, qu'elles demandaient que Gestion Filiatrault rachète leurs actions de FMA;
52. Les défenderesses accordèrent à la demanderesse jusqu'au 5 novembre 2013 pour répondre à cette lettre du 31 octobre 2013, malgré les termes non équivoques de l'article 6.4 à 6.6 et 6.8 de la convention unanime des actionnaires (P-5), qui prescrivent un délai de réponse de trente (30) jours suivis d'un autre délai de trente (30) jours pour la clôture en pareilles circonstances;
53. Le 12 novembre 2013, le demandeur a rencontré Pierre Cyr. Cette rencontre a duré au moins 90 minutes. Le demandeur a proposé à Pierre Cyr de trouver une solution à l'impasse existant entre les actionnaires de FMA, laquelle impasse est nuisible non seulement pour FMA mais pour les actionnaires eux-mêmes qui ne souhaitent plus travailler ensemble;
54. Le 14 novembre 2013, des procédures en injonction ont été signifiées aux demandeurs, et ce, alors qu'ils ne s'y attendaient pas du tout, tel qu'il appert d'une copie de la requête des défenderesses, communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-14**;

- 8 -

55. Le 18 novembre 2013, d'un commun accord entre les parties, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-15**, la requête en injonction provisoire et interlocutoire devant être entendue initialement le 19 novembre 2013 a été remise au 26 novembre 2013;
56. Entre temps, le demandeur a du notamment accepté que FMA verse une avance de 5 000\$ à chacune des défenderesses pour le mois de novembre 2013;
57. Comme le demandeur n'a pas reçu une telle avance de 5 000\$, il considère qu'une somme de 5 000\$ doit être ajoutée à la valeur des actions de la demanderesse, laquelle serait donc de 225 000\$, sauf à parfaire;
58. Le demandeur a dû également accepter d'aviser les défenderesses par écrit une (1) heure avant son arrivée chaque fois qu'il se rend au bureau de FMA;
59. Le 22 novembre 2013, la requête en injonction des défenderesses a été reportée au 3 décembre à la condition que l'entente du 18 novembre demeure valable jusqu'à la prochaine date d'audition;
60. Par ailleurs, dans l'intervalle, un tiers acquéreur dénommé Daniel Lefebvre, avait démontré de l'intérêt pour acheter les actions de FMA détenues par Gestion Filiatrault et s'associer avec la défenderesse Gestion Cyr;
61. Le 25 novembre 2013, une entente de confidentialité a été signée avec M. Lefebvre, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-16**, et celui-ci a pris possession des documents pertinents de FMA pour fins d'analyse;
62. Le 1<sup>er</sup> décembre 2013, M. Lefebvre a fait parvenir au demandeur, par courriel, une lettre d'intention très préliminaire pour non pas se porter acquéreur des actions de la demanderesse, mais pour acheter les actifs de FMA, ce qui est bien différent, en sus des actions du demandeur dans une société liée qui détient l'immeuble dans lequel le siège social de FMA est installé, le tout dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-17**;
63. Pour permettre aux parties d'évaluer cette lettre d'intention, le 3 décembre 2013, la requête en injonction des défenderesses fût reportée au 17 décembre 2013;
64. Le 3 décembre 2013, le demandeur a rencontré son comptable pour analyser l'impact fiscal d'une vente d'actifs plutôt qu'une vente d'actions, tel que proposé dans le courriel de M. Lefebvre du 1<sup>er</sup> décembre 2013;
65. Le 20 décembre 2013, M. Trussard, comptable de FMA, a fait parvenir aux défenderesses son analyse de l'impact fiscal de l'offre de M. Lefebvre;
66. Le 20 décembre 2013, le demandeur a confirmé par courriel, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-18**, son acceptation des conclusions du comptable de FMA au sujet des impacts fiscaux pouvant découler de



- 9 -

cette transaction et son intention de poursuivre les discussions afin de conclure une entente M. Lefebvre;

67. Le 6 janvier 2014, le demandeur n'avait toujours pas reçu de nouvelle de quiconque en relation avec la poursuite des discussions entre les parties pour le rachat des actions de Gestion Filiatrault non plus au sujet de la vente des actifs de FMA, laquelle vente d'actifs était négociée uniquement entre Daniel Lefebvre et les défenderesses;
68. La requête en injonction des défenderesses présentable le 7 janvier 2014 a été reportée au 21 janvier d'un commun accord entre les procureurs des parties;
69. Le 7 janvier 2014, le procureur *ad litem* des défenderesses, Me Marc-André Blain, informa les demandeurs et leurs procureurs que M. Lefebvre déposerait une vraie lettre d'intention très prochainement;
70. Dans la semaine du 22 janvier 2014, le demandeur a appris que, malgré qu'il leur avait interdit de prendre des fonds de FMA, les défenderesses s'étaient fait émettre un chèque de 5 000\$ chacune le ou vers le 30 novembre 2013 en plus de l'avance de 5 000\$ chacune à laquelle le demandeur avait consentie le 20 novembre 2013;
71. De plus, après avoir insisté auprès de la comptable interne de FMA pour avoir de l'information de nature financière au sujet de FMA, le demandeur a découvert que des augmentations de salaires et des bonis avaient été accordés à des employés sans son consentement;
72. Le demandeur fut également informé qu'un véhicule payé par FMA avait été mis à la disposition d'un des enfants de Pierre Cyr;
73. Le 21 janvier 2014, d'un commun accord entre les procureurs des parties, la requête en injonction des défenderesses a été reportée une autre fois au 18 février 2014, et ce, dans l'espoir que, dans l'intervalle, le rachat des actions de la demanderesse ou la vente des actifs de FMA se concrétise;
74. Le 24 janvier 2014, Me Cormier a fait parvenir un courriel aux défenderesses pour les aviser qu'en plus d'un dépôt de 30 000\$, une offre formelle du tiers acquéreur, M. Lefebvre, avec qui Pierre Cyr négociait également un contrat d'association entre eux après le départ envisagé des demandeurs, devrait être déposée au plus tard le 7 février 2014, à défaut de quoi l'article 6.8 de la convention unanime entre actionnaires aurait effet et Gestion Filiatrault rachèterait les actions des défenderesses en conformité avec les modalités contenues dans ladite convention, le tout tel qu'il appert dudit courriel, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-19**;
75. Le 7 février 2014, la demanderesse recevait par l'entremise de Pierre Cyr un document émanant des conseillers de M. Lefebvre, dont la copie est communiquée au soutien des présentes comme **PIÈCE P-20**, qui élaborait certaines lignes directrices en vue de l'achat de actifs de FMA et des actions de la société liée qui

- 10 -

détient d'immeuble loué à FMA, mais qui ne correspondait pas du tout à l'offre formelle que la demanderesse souhaitait obtenir aux termes du courriel de Me Cormier du 24 janvier 2014 (P-19);

76. Ce document (P-20) n'avait rien d'une offre de bonne foi et constituait en fait une nouvelle tentative des défenderesses de gagner du temps pour leur permettre de conclure une transaction à leur avantage exclusif avec Daniel Lefebvre;
77. Le ou vers le 26 février 2014, le demandeur a d'ailleurs trouvé dans le photocopieur de FMA un courriel daté du 25 février 2014 adressé à Pierre Cyr et émanant de M. Jean-Pierre Mayrand, soit le comptable de Daniel Lefebvre, dans lequel il précise qu'avant de déposer une offre, il faudrait que ce dernier s'entende avec les défenderesses sur conditions d'emploi de Pierre Millette et sur une convention de société entre Daniel Lefebvre et Pierre Cyr, le tout tel qu'il appert du courriel en question, communiqué au soutien des présentes comme **PIÈCE P-21**;
78. Les 11 et 12 février 2014, Me Charles Ouellette et M. Jean-Pierre Mayrand ont communiqué par téléphone avec Me Judith Cormier pour la convaincre de l'opportunité maintenant d'organiser une rencontre entre les parties pour en venir à une entente;
79. Le 17 février 2014, une rencontre a eu lieu au bureau de Jean Pierre Mayrand, rencontre à laquelle Jean-Pierre Mayrand et Me Benoît Girouard, comptable et procureur de Daniel Lefebvre, Pierre Cyr, Pierre Millette, Me Charles Ouellette, Me Judith Cormier et le demandeur ont assisté;
80. En moins de 30 minutes, il est devenu évident que cette rencontre avait comme but principal de trouver la façon la plus efficace au niveau fiscal et comptable pour M. Daniel Lefebvre de procéder au rachat des actions de la demanderesse ou des actifs de FMA. Les intérêts des demandeurs étaient clairement secondaires. Le demandeur a donc mis fin à cette rencontre et s'est retiré;
81. Le ou vers le 25 mars 2014, en dépit de la mise en demeure datée du 9 octobre 2013 (P-9) à l'effet que chaque partie devrait assumer ses propres frais juridiques, le demandeur a appris que les défenderesses avaient non seulement eu des rencontres et discussions avec le procureur de FMA au sujet de la mésentente entre les parties, mais que ses services ont été payés non pas par les défenderesses mais bien par FMA, tel qu'il appert de deux notes d'honoraires de Me Charles Ouellette, dont les copies sont communiquées en liasse au soutien des présentes comme **PIÈCE P-22**;
82. Le 27 mars 2014, Daniel Lefebvre a finalement soumis une proposition à la demanderesse, laquelle est communiquée au soutien des présentes sous **PIÈCE P-23**, sans que celle-ci ne soit accompagnée d'un dépôt et contenant des conditions que la demanderesse considère inacceptables;

- 11 -

**D- LES MOTIFS JUSTIFIANT LE RACHAT DES ACTIONS DE LA DEMANDERESSE:**

83. Depuis le mois juin 2013, les parties sont d'accord sur un point : la demanderesse et les défenderesses ne peuvent coexister comme coactionnaires à parts égales de FMA. En plus, leurs actionnaires ne s'entendent plus et n'ont plus la même vision de l'entreprise;
84. Les défenderesses et leurs procureurs l'ont eux-mêmes reconnu et c'est ce qui a amené les défenderesses à offrir à la demanderesse, le 6 juin 2013, d'acheter ses actions de FMA;
85. Depuis le mois de juin 2013, la demanderesse attend que les défenderesses ou M. Lefebvre, lequel a été référé à la demanderesse par Pierre Cyr et Pierre Milette, passent aux actes et procèdent à l'acquisition de ses actions ou des actifs de FMA;
86. Seuls les demandeurs ont proposé un projet d'entente de rachat des actions de FMA, mais les défenderesses l'ont refusé et n'ont démontré aucune intention réelle ou sérieuse d'acquérir les actions de FMA que possède la demanderesse, et ce, en dépit de leur engagement clair et sans équivoque de le faire depuis le 6 juin 2013;
87. Qui plus est, plutôt que de négocier le rachat des actions de la demanderesse de bonne foi, les défenderesses ont déposé à la Cour supérieure du district judiciaire de Laval une requête en injonction et redressement en cas d'abus en vertu des articles 241 et suivants de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. 1985, c. C-44), et ce, notamment pour forcer la demanderesse à racheter leurs actions de FMA en invoquant l'article 6.8 de la convention unanime des actionnaires sans qu'elles ne se conforment aux dispositions de la convention;
88. En effet, contrairement aux modalités de paiement prévues à l'article 6.3 de la convention, les défenderesses demandaient un paiement intégral de la valeur de leurs actions, et ce, immédiatement à la clôture de la transaction;
89. Les défenderesses ont reporté la présentation de leur requête à au moins cinq (5) reprises sans qu'aucune entente n'intervienne relativement au rachat des actions de la demanderesse par qui que ce soit;
90. Il appert de ce qui suit que les défenderesses ont intenté leur recours dans le but de tasser le demandeur de l'administration de FMA mais aussi des bureaux de l'entreprise pour qu'il n'ait plus aucun contrôle ni aucun droit de regard sur les activités quotidiennes de l'entreprise, ainsi que pour forcer la demanderesse à se départir de ses actions à rabais, ce qu'elle ne fera pas;
91. Le 28 octobre 2013, Pierre Cyr et Pierre Milette, par l'entremise de leurs procureurs (voir P-10), avaient informé Me Cormier de leur intention de négocier le divorce d'affaires nécessaire entre les parties et ont proposé de maintenir le *statu quo* quant

- 12 -

à la gestion de FMA et la rémunération de ses actionnaires, incluant celle de Gestion Filiatrault;

92. Cette proposition a été refusée par le demandeur, puisque le *statu quo* n'est plus une option pour toutes les parties et de leur propre aveu;
93. Il y a d'ailleurs impasse quant à toute décision que les actionnaires de FMA pourraient prendre ou résolution qu'ils pourraient adoptées, notamment celles visant à ratifier ou non les décisions prises par les administrateurs de la FMA et celles visant la nomination des administrateurs en tant que tel;
94. En raison de tout ce qui précède, les demandeurs ont perdu confiance dans l'administration de FMA et cette perte de confiance est attribuable notamment à la mauvaise foi et à la conduite de Pierre Cyr et Pierre Milette, lesquels n'agissent que dans leur propres intérêts au détriment évident de ceux de la demanderesse et de FMA;
95. Les parties ne sont définitivement et irrémédiablement plus en mesure de s'entendre sur la direction et la gestion de FMA;
96. Pour éviter que FMA ne soit ruinée et acculée à la fermeture en raison de la méfiance et de l'impasse évidente qui existent entre les actionnaires, le rachat des actions de la demanderesse par FMA, tel que convenu d'ailleurs entre les parties, est la seule solution qui puisse servir les intérêts de toutes les parties et de FMA, d'autant plus que Pierre Cyr et Pierre Milette, lesquels sont ingénieurs, souhaiteraient encore poursuivre les opérations de FMA;
97. Les demandeurs subissent un préjudice du fait que le demandeur Alain Filiatrault a démissionné comme administrateur et président de FMA à la suite de représentations fausses et/ou trompeuses de Pierre Cyr et Pierre Milette, en conséquence de quoi le demandeur a été écarté de l'administration de FMA, une société fondée par son père;
98. Les demandeurs sont donc en droit d'intenter les présentes procédures pour obtenir les ordonnances de redressement décrites aux conclusions des présentes;
99. La présente requête est bien fondée en faits et en droit;

**POUR CES MOTIFS, PLAISE À CETTE HONORABLE COUR:**

**LORS DE LA PRÉSENTATION INITIALE DE LA REQUÊTE :**

**ACCUEILLIR** provisoirement et de façon interlocutoire la présente requête;

**ÉMETTRE** une ordonnance de type provisoire et immédiate ordonnant la nomination du demandeur Alain Filiatrault au conseil d'administration de la mise en cause Filiatrault, McNeil et associés inc.;

- 13 -

**ORDONNER** aux défenderesses de ne pas payer les honoraires de leurs avocats en se servant des fonds de la mise en cause Filiatrault, McNeil et associés inc.;

**ACCORDER** aux demandeurs la permission de signifier l'ordonnance à intervenir sur la présente requête en dehors des heures légales et des jours juridiques;

**ORDONNER** l'exécution provisoire de l'ordonnance à intervenir sur la présente requête malgré l'appel;

**RENDRE** toute autre ordonnance pour la sauvegarde des droits des parties que la Cour estime dans l'intérêt de la justice et dans l'intérêt de la mise en cause Filiatrault, McNeil et associés inc.;

**LE TOUT** avec dépens.

**ET PAR JUGEMENT À INTERVENIR AU MÉRITE:**

**ORDONNER** à la mise en cause Filiatrault, McNeil et associés inc. de racheter les actions de la demanderesse Gestion Alain Filiatrault inc. pour une somme de **225 000\$**, sauf à parfaire, et ce, dans les trente (30) jours du jugement à intervenir sur la présente requête;

**CONDAMNER** solidairement les défenderesses à payer aux demandeurs la somme de **50 000\$**, sauf à parfaire, à titre de dommages et intérêts pour compenser les honoraires et déboursés judiciaires et extra judiciaires qu'ils assumeront pour l'exercice du présent recours vu la mauvaise foi et les agissements des défenderesses;


**RENDRE** toute autre ordonnance que le tribunal estime dans l'intérêt de la justice et de la mise en cause Filiatrault, McNeil et associés inc.;

**ACCORDER** aux demandeurs la permission de signifier l'ordonnance à intervenir sur la présente requête en dehors des heures légales et des jours juridiques;

**ORDONNER** l'exécution provisoire du jugement à intervenir sur la présente requête introductive d'instance;

**LE TOUT** avec dépens.

Montréal, ce 18 avril 2014

  
**BANON & ASSOCIÉS INC.**  
(Me David Banon)  
Procureurs des demandeurs

No Cour: 500-11-046628-141  
Cour: Supérieure  
(Chambre commerciale)  
District de Montréal

**GESTION ALAIN FILIATRAULT INC. et al.**

Demandeurs

c.

**GESTION PIERRE L. CYR INC. et al.**

Défenderesses

**REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN  
OPPRESSION, AFFIDAVIT DU DEMANDEUR  
ET AVIS DE PRÉSENTATION**

**COPIE POUR:  
GESTION PIERRE L. CYR INC.**

**BANON & ASSOCIÉS INC.**  
(Me David Banon)  
1980, rue Sherbrooke O., bureau 440  
Montréal (Québec) H3H 1E8

N/d: 1401DB2301

BB-8577

